

ZIMBABWE

République du Zimbabwe

CAPITALE : Harare

SUPERFICIE : 390 757 km²

POPULATION : 11 423 000 habitants

CHEF DE L'ÉTAT et du GOUVERNEMENT : Robert G. Mugabe

LANGUE OFFICIELLE : anglais

PEINE DE MORT : maintenue

ZIMBABWE

Au cours de l'année 1999, la situation des droits humains s'est dégradée. En janvier, des cas de torture à caractère politique ont été signalés pour la première fois depuis la fin des années 80. Le harcèlement des opposants politiques s'est intensifié. Le président a lancé des attaques orales de plus en plus cinglantes contre l'opposition, le pouvoir judiciaire et la presse ainsi que contre les forces « étrangères » (en particulier le Royaume-Uni et les États-Unis) et la minorité blanche du Zimbabwe. La mort du vice-président Joshua Nkomo a rouvert le débat sur les atrocités commises dans la province du Matabeleland dans les années 80.

Contexte

Les tensions sociales ont persisté au Zimbabwe. Dès 1998, l'augmentation du prix des denrées alimentaires avait abouti à des émeutes au cours desquelles plusieurs personnes avaient été torturées et tuées par la police. La situation de l'économie est restée précaire, en raison notamment du fardeau que constitue l'engagement du pays dans le conflit en République démocratique du Congo (RDC) et du degré élevé de corruption, ce qui a conduit plusieurs pays donateurs à réduire, voire suspendre leurs aides. Rien n'a semblé indiquer que le gigantesque fossé entre les riches et les pauvres allait se réduire. Le programme du gouvernement visant à la redistribution des terres des agriculteurs blancs a, semble-t-il, davantage profité aux personnes proches du parti au pouvoir qu'aux pauvres ne possédant aucune terre.

L'indépendance de 1980 avait constitué l'aboutissement d'une lutte armée contre un gouvernement blanc minoritaire qui avait rompu avec le Royaume-Uni et proclamé unilatéralement l'indépendance en 1965. Il s'en est suivi, entre 1980 et 1987, un conflit armé entre les deux principaux partis : la *Zimbabwe African National Union-Patriotic Front* (ZANU-PF, Union nationale africaine du Zimbabwe-Front patriotique), parti à majorité shona dirigé par Robert Mugabe et détenant le pouvoir, et la *Zimbabwe African People's Union* (ZAPU, Union populaire africaine du Zimbabwe), dominée par les Ndebele et dirigée par Joshua Nkomo. Durant cette guerre, les forces gouvernementales conduites par la 5^e brigade ont commis des atrocités.

Le processus de réforme constitutionnelle, qui a débuté en mai, a permis d'instaurer un climat plus propice à la discussion.

Torture et mauvais traitements

Les actes de torture infligés par des policiers à des suspects de droit commun ont été fréquents en 1999, malgré le fait que les programmes officiels de formation des recrues de la police comprenaient des enseignements sur les droits humains dispensés avec l'aide d'une organisation non gouvernementale locale. Dans deux cas qui ont été au premier plan de l'actualité, des policiers et des militaires ont torturé et maltraité des accusés. En mars, trois ressortissants des États-Unis accusés de détenir et de transporter illégalement des armes ont été torturés au cours d'un interrogatoire de police. Selon certaines informations, un pilote de l'armée de l'air aurait également été arrêté et torturé à son retour du conflit en RDC, au mois d'août.

✓ En janvier, Mark Chavunduka, rédacteur en chef du *Standard*, et Ray Choto, grand reporter dans ce même journal, ont été arrêtés et inculpés de « *publication d'informations mensongères susceptibles de semer l'inquiétude et le découragement* ». Ray Choto avait écrit un article qui faisait allusion à une tentative présumée de coup d'État militaire. Ils ont été torturés durant leur détention aux mains des militaires. Selon la législation en vigueur au Zimbabwe, l'armée n'est pas habilitée à arrêter des civils ni à les maintenir en détention. Après leur libération, les deux journalistes ont porté plainte contre l'État pour obtenir des dommages et intérêts et contesté la constitutionnalité de la Loi relative au maintien de l'ordre en vertu de laquelle ils avaient été inculpés. À la fin de l'année 1999, ni les poursuites contre les journalistes ni les actions intentées par eux n'avaient abouti.

Liberté d'expression

La presse indépendante du Zimbabwe, très dynamique, a fait l'objet de pressions croissantes. Outre les tortures infligées aux journalistes travaillant au *Standard*, des menaces de mort anonymes ont été lancées contre des personnalités du monde de la presse, dont Ray Choto du *Standard*, Basildon Peta du *Financial Gazette* et Ibbo Mandaza, directeur d'une autre publication.

Impunité

Deux organisations non gouvernementales, la *Legal Resources Foundation* (Fondation pour les ressources juridiques) et la *Catholic Commission for Justice and Peace* (Commission catholique « justice et paix »), ont publié en avril le résumé d'un rapport consacré aux atrocités commises au Matabeleland pendant le conflit armé qui a fait suite à la déclaration d'indépendance de 1980. Avec *Breaking the silence, building true peace* [Briser le silence, construire une véritable paix], c'était la première fois qu'un rapport de cette taille rassemblait des informations sur les atteintes aux droits humains perpétrées entre 1980 et 1988. Le résumé de ce document a été traduit en shona et en ndebele, constituant ainsi la première description de ces atrocités publiée dans des langues locales. La publication de ce résumé a permis d'aborder la question de l'indemnisation des victimes et de leurs familles, mais le débat sur la possibilité de traduire en justice les responsables de ces atrocités n'est pas allé loin. Quarante-deux personnes qui ont été blessées par balle ou torturées pendant et après les émeutes de 1998 ont porté plainte. Si la plupart de ces affaires sont toujours en instance de jugement, dans deux cas, des accords amiables ont permis d'indemniser les victimes.

Le Zimbabwe continuait à accorder l'hospitalité à Mengistu Hailé-Mariam, ancien président de l'Éthiopie, responsable de violations généralisées des droits humains lorsqu'il était au pouvoir, entre 1974 et 1991 (voir **Éthiopie**).

Femmes

En avril, la Cour suprême a confirmé la décision d'un tribunal coutumier qui donnait aux femmes célibataires le statut de mineures. Ce jugement avait soulevé les protestations des groupes de défense des droits des femmes et des militants pour la protection des droits humains au Zimbabwe, qui ont demandé que le droit coutumier et les usages soient alignés sur la clause de la Constitution interdisant les discriminations.

Gays et lesbiennes

Les discours du président Mugabe ont continué d'attiser sa « *campagne de haine* » contre les gays et les lesbiennes et de justifier les discriminations à leur égard. À la suite de ces discours, plusieurs membres des *Gays and Lesbians of Zimbabwe* (GALZ, Gays et lesbiennes du Zimbabwe) ont été harcelés et brutalisés. Selon les GALZ, les tentatives de chantage visant des hommes homosexuels seraient en augmentation. À la fin de l'année 1999, les charges retenues contre le directeur des programmes d'action des GALZ, qui encourt une peine maximale de sept ans d'emprisonnement, n'avaient encore fait l'objet d'aucun jugement.

Le débat constitutionnel a accordé un peu de répit aux membres des GALZ face aux attaques, et certains ont même été interviewés pour la première fois à la télévision et à la radio d'État. Les questions relatives aux gays et aux lesbiennes ont rencontré un grand écho dans les médias.

Peine de mort

Trois condamnations à mort au moins ont été prononcées en 1999, mais aucune exécution n'a été signalée.

Visites d'Amnesty International

Un délégué d'Amnesty International s'est rendu au Zimbabwe au mois de juin pour étudier des cas de violations des droits humains et tenir l'Organisation informée de l'évolution des discussions sur la réforme constitutionnelle.